



Centre Hospitalier

Luynes (37)

28 Avenue du Clos Mignot

Phase DCE -21/03/2025

04 C.C.T.C.



ivars&ballet
architectes associés

Maitre de l'ouvrage

CH de Luynes

28 avenue du Clos Mignot
37 230 Luynes

02 47 55 30 30
#Fax du Client

claire.codet@chluynes.fr

Architectes mandataire équipe de Maitrise d'Oeuvre :

Agence Ivars&Ballet - Architectes Associés
19 rue Jules Charpentier
BP 935 - 37009 TOURS Cedex 01

02.47.61.36.37

contact@ivars-ballet.fr

Bureau d'Etudes V.R.D. :

B.E.T. 3.I.A.
8 rue du Près de l'Essart
BP 352 - 37550 SAINT AVERTIN

Tél : 02.47.48.80.48

tours@3ia.fr
cedric.plessis@3ia.fr

Economiste - Prescripteur :

Agence Ivars&Ballet - Architectes Associés
19 rue Jules Charpentier
BP 935 - 37009 TOURS Cedex 01

02.47.61.36.37

contact@ivars-ballet.fr

Bureau d'Etudes SSI

B.E.T. 3.I.A.
8 rue du Près de l'Essart
BP 352 - 37550 SAINT AVERTIN

Tél : 02.47.48.80.48

tours@3ia.fr
valentin.rouille@3ia.fr

Bureau d'Etudes Structures :

B.E.T. 3.I.A.
8 rue du Près de l'Essart
BP 352 - 37550 SAINT AVERTIN

Tél : 02.47.48.80.48

tours@3ia.fr
paul.matsouma@3ia.fr

Bureau d'Etudes Acoustiques

B.E.T. Acoustique et conseil
30 Rue André Theuriot, 37000 Tours

Tél : 06.11.09.57

nl@acoustique-conseil.com

Bureau d'Etudes Thermique, Fluides, HQE :

B.E.T. 3.I.A.
8 rue du Près de l'Essart
BP 352 - 37550 SAINT AVERTIN

Tél : 02.47.48.80.48

tours@3ia.fr
aurelien.chagnon@3ia.fr

Contrôleur technique

SOCOTEC
2 Allée du Petit Cher
-37550 Saint Avertin

Tél : 02.47.70.40.00

Tél : 06.34.28.00.09

aurelia.quelez@socotec.com

Bureau d'Etudes Electricité

B.E.T. 3.I.A.
8 rue du Près de l'Essart
BP 352 - 37550 SAINT AVERTIN

Tél : 02.47.48.80.48

tours@3ia.fr
valentin.rouille@3ia.fr

C.S.P.S.

Véritas
8 Allée Colette DUVAL Bâtiment IRWIN
-37100-Tours

Tél : 06.32.55.95.90

vincent.alexis@bureauveritas.com

**Réhabilitation et extension des unités
Alzheimer (UHR/UPAD) du Centre Hospitalier
de Luynes (37)**

28 avenue du clos mignot 37230 Luynes

MAITRE D'OUVRAGE :

Centre Hospitalier Jean Pagès

**Cahier des Clauses Techniques
ParticuliÈRES
(C.C.T.P.)**

**Lot n°0 - PRESCRIPTIONS COMMUNES A
TOUS LES CORPS D'ETAT**

Phase DCE

Architecte

Agence IVARS ET BALLET
19 rue Jules Charpentier - BP 935
37009 TOURS Cedex 1

21/03/2025

SOMMAIRE

0 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT	4
0.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES PARTICULIERES.....	4
0.1.1 OBJET ET DEFINITION DE L'OPERATION	4
0.1.2 MAITRE D'OUVRAGE	4
0.1.3 EQUIPE DE MAITRISE D'OEUVRE OU D'INGENIERIE	5
0.1.3.1 BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES	5
0.1.3.2 ARCHITECTES	5
0.1.3.3 BUREAU DE CONTROLE	5
0.1.3.4 COORDONNATEUR DE SECURITE	5
0.1.4 CARACTERISTIQUE DU SITE ET CONNAISSANCE DES LIEUX.....	6
0.1.4.1 ETAT DU TERRAIN LORS DE LA MISE A DISPOSITION DES ENTREPRISES.....	6
0.1.4.2 VISITE DES LIEUX	6
0.1.5 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	6
0.1.6 DEMARCHES ET AUTORISATIONS.....	6
0.1.7 LISTE DES LOTS	7
0.1.8 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.).....	7
0.2 PRESCRIPTIONS COMMUNES GENERALES.....	7
0.2.1 OBJET DU PRESENT CCTP.....	7
0.2.2 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR.....	8
0.2.3 QUALITE DES PRESTATIONS.....	8
0.2.4 REGLES D'EXECUTION GENERALES.....	8
0.2.5 CONTENU DES PRIX DU MARCHE ET RIGUEUR DU PRIX FORFAITAIRE	9
0.2.5.1 Contenu des prix du marché.....	9
0.2.5.2 Prestations dues par les entreprises.....	9
0.2.5.3 Limites de prestations	9
0.2.6 DOCUMENTS DE REFERENCES CONTRACTUELS ET RESPECT DES RÈGLES DE L'ART	10
0.2.6.1 Rappel de la réglementation des marchés	10
0.2.6.1.1 Marchés publics.....	10
0.2.6.2 Règles de l'art & obligations de conseil.....	10
0.2.6.3 Documents de référence contractuels	10
0.2.6.3.1 Textes & Règlements généraux.....	10
0.2.6.3.2 Textes et documents techniques	11
0.2.6.3.3 Réglementation Européenne	11
0.2.6.3.4 Certification des produits	11
0.2.6.4 Documents Particuliers.....	11
0.2.7 SECURITE EXTERIEURE ET SECURITE SUR LE CHANTIER.....	12
0.2.8 INSTALLATION DE CHANTIER - COMPTE PRORATA - DEPENSES D'INTERET GENERAL.....	12
0.2.9 RECEPTION DES TRAVAUX.....	14
0.3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	14
0.3.1 PLANS D'EXECUTION, NOTES DE CALCULS, ETUDES DE DETAILS.....	14
0.3.2 COORDINATION ENTRE LES CORPS D'ETAT.....	14
0.3.3 PPSPS	14
0.3.4 COORDINATEUR SSI	14
0.3.5 MATERIAUX, PRODUITS ET FOURNITURES	15
0.3.5.1 NATURE, PROVENANCE & QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
0.3.5.1.1 Équivalence des matériaux.....	15
0.3.5.1.2 Qualité des matériaux et produits.....	15
0.3.5.1.3 Échantillons	15
0.3.5.1.4 Agréments, essais et analyses.....	16
0.3.5.1.5 Ouvrages en Bois (Matériaux renouvelables).....	16
0.3.6 CONTRÔLE TECHNIQUE DES OUVRAGES EN COURS ET EN FIN DE TRAVAUX.....	17
0.3.6.1 CONTROLE DES OUVRAGES	17
0.3.6.2 ESSAI - CONTROLE - EPREUVES DES OUVRAGES	17
0.3.7 IMPLANTATION ET TRAIT DE NIVEAU	18

0.3.7.1 IMPLANTATIONS INTERIEURES.....	18
0.3.8 VERIFICATION DES PLANS ET MALFAÇONS.....	18
0.3.9 PROTECTION DES OUVRAGES, NETTOYAGES ET GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER	18
0.3.9.1 PROTECTION DES OUVRAGES.....	18
0.3.9.2 NETTOYAGES.....	18
0.3.9.2.1 Nettoyage en cours de chantier.....	18
0.3.9.2.2 Nettoyage de mise en service	19
0.3.9.2.3 Remise en état des lieux.....	19
0.3.9.3 DECHETS DE CHANTIERS	19
0.3.9.4 NUISANCES SONORES	20
0.3.9.5 POLLUTIONS EXTERNES	20
0.3.10 TROUS, RESERVATIONS, PERCEMENTS, PASSAGES, SCELLEMENTS, REBOUCHAGE ET RACCORDS	20
0.3.11 ECHAFAUDAGES, AGRÈS, MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION.....	21
0.3.12 RESPONSABILITES POUR VOLS, DEGRADATIONS	21
0.3.14 RECEPTION DES SUPPORTS.....	21
0.3.15 PLANS DE RECOLLEMENT ET NOTICES TECHNIQUES.....	22
0.4 LIMITES ENTRE LOTS	22

0 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

0.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES PARTICULIERES

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant à tous les corps d'état, de permettre aux entreprises d'établir leur proposition sans restriction ni réserve et de définir leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif. Il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'Entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des travaux, en conformité avec les plans, la réglementation et l'ensembles des normes réputées connues.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constituant le marché et notamment le présent C.C.T.P.

0.1.1 OBJET ET DEFINITION DE L'OPERATION

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, établi pour chaque corps d'état, a pour objet de définir les travaux de réhabilitation et extension des unités Alzheimer (UHR/UPAD) du Centre Hospitalier de Luynes (37) du Centre Hospitalier Jean Pagès, pour le compte du Centre Hospitalier Jean Pagès situé 28 Avenue du Clos Mignot à LUYNES (37)

Afin de maintenir la continuité d'activité du Centre Hospitalier, les travaux se dérouleront en plusieurs phases (mais en une seule tranche), selon le planning d'intervention fourni dans le présent dossier.

Dans leurs interventions et notamment au niveau de la signalétique, des séparations entre chantier et site occupé, des livraisons, les entreprises devront tenir compte du type de populations accueillie par l'établissement (personnes parfois désorientées, personnes à mobilité réduite), l'activité du Centre Hospitalier étant maintenue pendant toute la durée du chantier.

Ainsi les interventions devront être limitées aux horaires suivants: entre 9h et 17h.

Dans la zone vestiaires, elles seront limitées aux matinées.

0.1.2 MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage de l'opération est :

CENTRE HOSPITALIER JEAN PAGES

28, avenue du Clos Mignot

37 230 LUYNES

Tél : 02-47-55-30-30

0.1.3 EQUIPE DE MAITRISE D'OEUVRE OU D'INGENIERIE

0.1.3.1 BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES

Le bureau d'études technique structure, thermique, électricité et SSI est :

SAS 3IA

8 rue du Pré de l'Essart
BP 40352
37550 SAINT AVERTIN
Tel / Fax : 02-47-48-80-48 / 02-47-27-19-87

Le bureau d'étude Acoustique est:

Acoustique & Conseil

30 rue André Theuriet
37000 Tours
Tel : 06.11.09.13.57

0.1.3.2 ARCHITECTES

L'architecte de l'opération est :

Agence IVARS ET BALLET

19 rue Jules Charpentier
BP 935
37 009 TOURS Cedex 1
Tel / Fax : 02-47-61-36-37 / 02-47-05-99-58

Nota:

L'économie du projet sera réalisée par le cabinet d'architectes

0.1.3.3 BUREAU DE CONTROLE

Le bureau de contrôle de l'opération est :

SOCOTEC Tours

Aurélia QUILEZ

2, allée du Petit Cher
BP 40155
37 551 Saint Avertin
Tel / Fax : 06-34-28-20-09

0.1.3.4 COORDONNATEUR DE SECURITE

La mission de coordonnateur sécurité de l'opération sera assurée par :

Bureau Veritas Construction

Vincent Alexis

8, allée Colette Duval
Bat Irwin
37 100 Tours
Tel / Fax : 06-84-10-99-66

0.1.4 CARACTERISTIQUE DU SITE ET CONNAISSANCE DES LIEUX

0.1.4.1 ETAT DU TERRAIN LORS DE LA MISE A DISPOSITION DES ENTREPRISES

Les lieux des futurs travaux, tel qu'ils seront remis aux entreprises sont répartis dans le bâtiment de l'unité Alzheimer.

Les locaux faisant l'objet de travaux auront été vidés de leurs mobiliers au préalable du démarrage du chantier, mais le reste des bâtiments du site sera en activité et occupé pour certains en permanence (unités UHR/UPAD).

La dépose des éléments de second œuvre sera réalisée par les lots concernés (par exemple châssis en façade par le lot Menuiseries extérieures).

0.1.4.2 VISITE DES LIEUX

Les entreprises doivent OBLIGATOIREMENT effectuer une visite des lieux organisée par le personnel du Centre Hospitalier.

Deux jours de visite seront imposés ainsi que les horaires par le personnel du Centre Hospitalier. Un bordereau de visite joint avec le CCAP dans le présent dossier de consultation devra être signé par le personnel du centre Hospitalier et remis avec le dossier de remise de l'offre. En cas d'absence de ce bordereau de visite, l'entreprise verra son dossier rejeté.

La visite permettra de constater les contraintes inhérentes au travail en site occupé.

0.1.5 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Selon la destination des bâtiments et les risques liés à leur exploitation, diverses mesures de protection actives et passives sont exigées.

Conformément au règlement de sécurité contre l'incendie, le bâtiment est classé en ERP de 3ème catégorie et de type UHe (Établissements de soins avec hébergements).

La sécurité incendie fait l'objet d'une notice spécifique jointe au présent dossier de consultation.

Chaque lot est tenu d'assurer les performances requises pour les ouvrages dont il a la charge, notamment il devra respecter scrupuleusement les prescriptions réglementaires liées à ce type d'établissement.

Il est précisé à l'entreprise que les prescriptions réglementaires prévalent sur celles des C.C.T.P. en cas de contradiction.

De ce fait l'entreprise est réputée responsable du respect des contraintes de ces prescriptions réglementaires et doit donc prévoir dans son offre tous les éléments, matériaux et mises en oeuvre nécessaires aux obligations de résultats.

0.1.6 DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile toutes démarches auprès des services publics, services locaux et concessionnaires pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords etc.... nécessaires à la réalisation de leurs travaux.

La copie de toute correspondance relative à ces démarches est à transmettre au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre.

0.1.7 LISTE DES LOTS

Les travaux de la présente opération sont traités en lots séparés, à savoir :

Lot 01 : GROS OEUVRE

Lot 02 : CHARPENTE / COUVERTURE / ETANCHEITE

Lot 03 : RAVALEMENT

Lot 04 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM / SERRURERIE

Lot 05 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS

Lot 06 : CLOISONS SECHES / DOUBLAGE / PLAFONDS SUSPENDUS

Lot 07 : REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES

Lot 08 : PEINTURE / REVETEMENTS MURAUX

Lot 09 : PLOMBERIE SANITAIRE / CVC

Lot 10 : ELECTRICITE COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES

Lot 11 : VRD / ESPACE VERT

Lot 12 : FLUIDES MEDICAUX

0.1.8 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

Le Cahier des Clauses techniques Particulières (C.C.T.P.) de l'opération est constitué du présent Cahier des Prescriptions Communes à tous les corps d'état et du C.C.T.P propre à chaque lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le C.C.T.P. contractuel.

Il est impérativement stipulé que l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas opposer entre eux les différents documents constituant le C.C.T.P.

En cas de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision et le choix sont uniquement du ressort du Maître d'ouvrage ou de son représentant.

0.2 PRESCRIPTIONS COMMUNES GENERALES

0.2.1 OBJET DU PRESENT CCTP

Le présent C.C.T.P. établi pour chaque corps d'état a pour but de définir le mode de bâtir. Il n'est pas limitatif.

L'Entrepreneur doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages de son corps d'état (sauf dérogation explicite dans le C.C.T.P.) En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra jamais arguer que les erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le C.C.T.P. et les plans ne limitent pas les ouvrages à prévoir mais fixent le résultat à atteindre. L'Entrepreneur reste responsable des moyens pour atteindre ce résultat.

L'Entrepreneur doit prendre connaissance des C.C.T.P. de tous les autres corps d'état. Il ne peut se prévaloir d'aucune omission dans le C.C.T.P. le concernant si la prestation omise est rappelée dans le C.C.T.P. d'un autre lot.

L'entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre au cas où la concordance ne serait pas parfaite entre le C.C.T.P. et les plans.

Il convient de rappeler que ce devis descriptif n'a pas un caractère limitatif et que les Entrepreneurs ne pourront réclamer aucun supplément pour d'éventuels travaux indispensables non décrits, ni définis au C.C.T.P.

Les Entrepreneurs chargés des travaux des différents corps d'état sont réputés connaître parfaitement :

- La nature, la qualité, les caractéristiques, les dimensions et l'importance de tous les ouvrages indiqués aux plans et au C.C.T.P.
- Le PGC joint au présent dossier
- Les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques de référence.
- Les textes de réglementation de toute nature applicables en la matière et plus particulièrement ceux relatifs à la protection contre l'incendie, à l'accessibilité des personnes handicapées et la sécurité des

personnes.

Les Entrepreneurs devront tenir compte lors de l'établissement de leur proposition de prix de toutes les conditions particulières éventuellement rencontrées. Ils devront mettre en œuvre tous les moyens matériels et le personnel nécessaire pour respecter leurs détails d'exécution et tenir les délais sur lesquels ils se sont engagés.

0.2.2 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation.
- Le type de pose
- Les conditions particulières de l'opération
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utile au Maître d'œuvre qui prendra, alors, toutes décisions à ce sujet.

Les entrepreneurs ayant suppléés, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes du présent C.C.T.P., aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du présent C.C.T.P. (ou du bordereau des prix unitaires) seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

0.2.3 QUALITE DES PRESTATIONS

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'un soin tout particulier sera apporté aux conditions de réalisation des ouvrages, notamment en ce qui concerne leur aspect final.

Tous les travaux de finition, de quelque corps d'état qu'ils relèvent, ne seront reçus que dans la mesure où les prescriptions d'aspect final contenues dans les différentes pièces contractuelles seront strictement observées.

Il appartient à l'Entrepreneur de chacun des ouvrages, avant d'engager ses travaux, de reconnaître les supports qui lui sont livrés par l'Entrepreneur précédent et de faire, éventuellement les réserves nécessaires dans les formes prévues aux D.T.U.

A compter du moment où les travaux de finition sont engagés, aucune réclamation ne peut être admise. La responsabilité de la mise en conformité des ouvrages incombera au dernier entrepreneur.

0.2.4 REGLES D'EXECUTION GENERALES

L'ensemble des travaux sera réalisé conformément aux indications des plans et aux prescriptions du C.C.T.P.

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

Si l'Entrepreneur estime que les ouvrages décrits ne sont pas conformes aux règles de l'art, il doit en référer au Maître d'œuvre avant toute exécution.

Sauf dérogation expresse du Maître d'œuvre ou indications contraires résultant du texte du présent document, tous les ouvrages devront être traités en accord avec les spécifications des documents visés au présent C.C.T.P. commun à tous les corps d'état.

Les travaux seront réalisés conformément aux spécifications, indications et précisions données par les C.C.T.P. communs et particuliers à tous les lots accompagnés des plans de projet et des dessins et documents graphiques tels qu'ils figurent dans la liste des pièces contractuelles du CCAP.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions des fabricants. Toutefois en cas de désaccord entre les prescriptions du fabricant et les spécifications du C.C.T.P. ou les indications des plans d'exécution des ouvrages, l'Entrepreneur devra le signaler au Maître d'œuvre en temps utile.

0.2.5 CONTENU DES PRIX DU MARCHE ET RIGUEUR DU PRIX FORFAITAIRE

0.2.5.1 Contenu des prix du marché

Les prix du marché sont des valeurs à caractère global et forfaitaire comprenant toutes les fournitures et façons accessoires, même non mentionnées mais nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage dans sa globalité.

Les quantités éventuellement inscrites dans le DPGF sont non contractuelles et il appartient à chaque entreprise de les vérifier.

L'entrepreneur devra obligatoirement chiffrer les tranches optionnelles demandées sous peine de voir son offre rejetée.

0.2.5.2 Prestations dues par les entreprises

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous matériaux et matériels nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur corps d'état.
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements et raccords etc.... dans les conditions précisées par le présent C.C.T.P.
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages.
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages etc.... de leurs ouvrages avant réception des travaux.
- Le nettoyage des ouvrages mis en œuvre avant réception des travaux
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit etc.... pour respecter le délai d'exécution.
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux de chantier et compte-prorata
- Tous les frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

0.2.5.3 Limites de prestations

Chaque entrepreneur doit impérativement prendre connaissance de l'ensemble des limites de prestations de chaque lot pour noter, non seulement les limites de ses propres travaux, mais aussi les travaux qu'il doit pour les autres lots, ces travaux ne faisant pas obligatoirement l'objet d'une description dans son propre CCTP.

0.2.6 DOCUMENTS DE REFERENCES CONTRACTUELS ET RESPECT DES RÈGLES DE L'ART

La réalisation des travaux du présent marché devra contractuellement respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres, régissant l'exécution des travaux de bâtiment sans qu'il y soit nécessairement et systématiquement obligatoire d'en rappeler les termes.

0.2.6.1 Rappel de la réglementation des marchés

0.2.6.1.1 Marchés publics

Ces marchés passés par l'état et ses établissements publics ou par les collectivités locales et leurs établissements publics sont régis par le Code de la Commande Publique, issu de l'ordonnance 2018-1074 et le décret 2018-1075.

L'entrepreneur ne peut en aucune façon déroger à ces textes qui lui sont opposables à tout moment.

0.2.6.2 Règles de l'art & obligations de conseil

S'il estime que les ouvrages décrits dans le présent C.C.T.P. ne sont pas conformes aux règles de l'Art, l'Entrepreneur doit en référer au Maître d'Ouvrage ou à son représentant avant d'établir sa proposition et au plus tard avant toute exécution.

Il est rappelé que l'entrepreneur a une obligation de conseil en tant que professionnel impliqué contractuellement dans une opération de construction. Cette obligation de conseil ne se limite pas aux Maîtres d'ouvrage et aux Maîtres d'œuvre mais oblige l'entrepreneur vis à vis de ses collègues et/ou de ses sous-traitants et l'entrepreneur n'en est pas dispensé même si la direction générale du projet est confiée à un Maître d'œuvre.

Ainsi l'entrepreneur est tenu d'appeler l'attention du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre sur les défauts de conception du plan, sur les imprécisions, erreurs ou incertitudes du présent CCTP, sur les risques de l'opération et doit procéder à toutes vérifications utiles avant le commencement des travaux.

Ces observations, réserves ou refus doivent être formulées par écrit afin de prouver que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre a délibérément accepté les risques liés à leur choix.

0.2.6.3 Documents de référence contractuels

Chaque entrepreneur est réputé connaître en tous points les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché, connus et en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix sauf spécifications contraires et expresses indiquées dans le CCAP.

0.2.6.3.1 Textes & Règlements généraux

Ces textes et règlements généraux devront être respectés dans la mesure ou l'exécution des travaux du présent contrat entre dans leur domaine d'application.

Et notamment, sans que cette liste ne soit limitative :

- Le Code Civil, Le Code de la Santé Publique, le Code du Travail, le Code de la Construction et de l'Habitation, le Code de l'Environnement, le Code de l'Urbanisme, le Code général des Collectivités territoriales, le Code des Communes, le Code de la Commande Publique, le Code de la consommation etc....
- L'Arrêté du 2 juin 2003 relatif aux limitations de mise sur le marché et d'emploi de certains produits contenant des substances dangereuses.
- L'Arrêté du 30 avril 2009 relatif aux conditions de mise sur le marché des produits de construction et de décoration contenant des substances cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques de catégorie 1 ou 2 pour les éléments en contact avec l'air intérieur.
- Les lois et textes concernant l'égalité des droits et des chances, la participation et la

- citoyenneté des personnes handicapées.
- les règlements sanitaire national et sanitaire départemental ainsi que la réglementation sur la sécurité incendie.
- Les textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur les chantiers ainsi que la législation concernant les conditions de travail et d'emploi de la main d'œuvre,
- La réglementation acoustique et les textes concernant la limitation des bruits de chantier

Ainsi que tous autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à l'acte de construire ou à la sécurité.

0.2.6.3.2 Textes et documents techniques

Les documents techniques suivants sont applicables :

- Pour les prescriptions ne figurant pas au CCTG, dans chaque lot sont précisés les Cahiers des Clauses Spéciales assorties aux Cahiers des Charges avec le règles de calcul et les documents annexes des DTU annexés au REEF.
- Toutes les normes françaises de l'AFNOR conformément au décret du 26.01.84, les normes enregistrées non encore homologuées, les autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.
- Les Avis Techniques ou ATEX pour les produits ou procédés non traditionnels.
- La réglementation de sécurité incendie correspondant au classement du ou des bâtiments
- La réglementation pour l'accessibilité des lieux aux personnes handicapées.
- Les recommandations professionnelles.
- Les prescriptions d'utilisation et de mise en œuvre des fabricants.

0.2.6.3.3 Réglementation Européenne

Les matériaux, produits, éléments ou ensembles traditionnels envisagés par le présent C.C.T.P. doivent satisfaire aux directives européennes. L'entrepreneur ne saurait se prévaloir d'une méconnaissance de ces directives pour prétendre à un supplément de prix.

D'autre part il sera fait application des normes harmonisées au fur et à mesure de leur publication au Journal Officiel ainsi que des Règles de Calculs dites "Eurocodes" convertis en normes européenne (EN) ainsi que de la norme EN 501-1 qui définit les caractéristiques de réaction au feu des matériaux de construction dite "Euroclasses".

0.2.6.3.4 Certification des produits

Le présent C.C.T.P. fait référence et donne la priorité aux produits ayant une certification et bénéficiant du marquage CE.

Dans le cadre du présent C.C.T.P. les entrepreneurs devront, dans la limite des marquages en cours, proposer des produits ayant au minimum les mêmes garanties.

0.2.6.4 Documents Particuliers

Les pièces constitutives du marché sont énumérées, en indiquant leur ordre de priorité (voir CCAP).

NOTA IMPORTANT

1. Il est précisé que la clause de priorité prévue au CCAP entre les plans et le CCTP n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit dans les CCTP est formellement dû, et vice versa.

2. D'autre part, les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés, pouvant apparaître dans la localisation, sur les plans et pièces écrites ne peuvent en aucun cas conduire à une modification du prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement.

0.2.7 SECURITE EXTERIEURE ET SECURITE SUR LE CHANTIER

L'entrepreneur devra respecter le PGC fourni avec le présent dossier.

Il devra la fourniture, la pose et l'entretien de toutes les signalisations nécessaires pour assurer la sécurité. En particulier, il devra se soumettre à la législation en vigueur concernant les mesures de protection à prendre vis-à-vis des usagers de la route, des mouvements de véhicules, échafaudages de protection, signalisation et éclairage de chantier....

Chaque entrepreneur assurera la sécurité pendant la durée de son intervention:

- Sécurité des personnes contre les chutes selon les règlements en vigueur (Code du Travail,...): il doit poser les garde-corps, les filets et tous élément de protection nécessaire.
- Protection des personnes étrangères au chantier contre les chutes éventuelles de matériel et matériaux.

Par ailleurs, chaque entreprise présente sur le site devra posséder la nouvelle carte BTP, y compris les intérimaires.

Les permis feu seront à prévoir à la semaine.

Les entreprises ne pourront pas utiliser des meuleuses ou disqueuses sur le chantier compte tenu de la présence des résidents, patients et personnels sur site.

0.2.8 INSTALLATION DE CHANTIER - COMPTE PRORATA - DEPENSES D'INTERET GENERAL

Installation de chantier:

A la charge du lot Gros œuvre.

L'entreprise devra réaliser son propre plan d'installation de chantier en tenant compte des plans de phasage du chantier.

L'entreprise de Gros œuvre prévoira à sa charge la mise en place et l'enlèvement des bungalows de chantier nécessaire réglementaire à ces travaux (vestiaires, sanitaire, réfectoire...) en assurant également l'entretien à la charge du compte prorata.

Une aire de chantier sera mise à la disposition des entreprises. Cette aire sera préalablement aménagée et entretenue par l'entreprise de Gros œuvre.

En aucun cas les baraquements de chantier ne pourront être utilisés comme locaux de sommeil par les ouvriers.

Moyen de levage:

Chaque entreprise devra prévoir ses propres moyens de levage

Raccordements provisoires d'évacuations EU-EV et EP

Les raccordements provisoires d'évacuations EU-EV et EP sont à prévoir par le titulaire du lot Plomberie / CVC

Tous les écoulements seront raccordés au réseau de proximité existant pour les EP et à une cuve de stockage des eaux usées et vannes qui sera installée dans l'emprise de l'aire de chantier par le lot Plomberie / CVC.

Alimentation en eau et électrique du chantier :

Les entreprises se brancheront directement sur les réseaux d'eau et électrique existants sur site sans sous-comptage (difficile à prévoir compte tenu des zones d'intervention).

Elles devront être très vigilantes dans leurs consommations pour éviter tout abus et surconsommations.

Dans le cas où des installations électriques supplémentaires seraient nécessaires, elles seront à la charge

du lot Électricité et leurs consommations seront à la charge du compte prorata.

Une aire de stockage des gravois sera octroyée dans la zone d'installation de chantier. Aucun gravois ne sera stocké sur le site, ils seront stockés en benne et évacués au fur et à mesure. Aucun gravois ne sera stocké en dehors des bennes.

La fermeture à clef des zones de chantier et la garde des stocks et des installations seront assurées par les entrepreneurs.

En cas de vol l'entreprise ne pourra réclamer une quelconque indemnité ou faire porter la responsabilité au Centre Hospitalier Jean Pagès.

Réalisation des travaux:

Les travaux se situent dans l'enceinte d'un Centre Hospitalier en activité.

La zone de travaux sera délimitée par une clôture pour éviter tout accès aux occupants et au public, dans la zone de travail.

Cette barrière sera installée avant tout démarrage de travaux par le lot Gros œuvre

Cette dernière devra toute la signalisation du chantier en maintenant celle-ci durant toute la période de travaux.

L'accès des zones de travail se fera avec des barrières balisées.

Chaque entreprise sera tenue de veiller au respect de ces signalisations et protections.

Le Maître d'ouvrage a à sa charge le déménagement des locaux avant intervention de l'entreprise.

Les coupures des réseaux sont effectuées par les entreprises des lots techniques en coordination avec le service technique du maître d'ouvrage.

Chaque entreprise déterminera en coordination avec la maîtrise d'oeuvre et le coordonnateur SPS les emplacements nécessaires pour l'installation et pour stocker son matériel pendant la durée d'intervention, sachant que cette intervention se déroulera avec la présence des utilisateurs dans les locaux non démolis ou à démolir.

Aucun stockage de matériaux ne pourra se faire aux abords de l'établissement sans protection appropriée. Aucun stockage ne pourra se faire en dehors des zones extérieures réservées à cet effet, ni dans les zones non concernées par les travaux à l'intérieur du bâtiment.

Tous les gravois, déchets seront évacués au fur et à mesure.

Ils seront évacués en respectant les directives et recommandations du maître d'ouvrage.

Tous les travaux produisant du bruit devront être signalés au maître d'ouvrage.

Compte prorata

Les entreprises devront se référer au CCAP (articles 6.4).

Le compte prorata sera inclus dans l'offre de l'entreprise.

Le gestionnaire du compte prorata est l'entreprise de Plomberie / CVC c'est à lui que revient la charge d'organiser et de gérer les fonds du compte prorata avec l'aide des membres de la commission.

La part qui revient à chaque entreprise pour la répartition des frais au titre du compte prorata sera calculée en début de chantier sur la base du marché HT des entreprises, le décompte définitif du compte prorata sera établi après le décompte définitif des entreprises.

A ce titre, le titulaire du lot Gros œuvre doit assurer le règlement des frais incombant au compte prorata et en assurer le recouvrement auprès des entrepreneurs.

Dès le démarrage des travaux, le gestionnaire du compte prorata ouvrira un compte bancaire séparé, spécifique.

Il est précisé le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ne peuvent en aucun cas intervenir dans le domaine prorata.

La remise en état du site (notamment au droit de la base vie chantier) sera à la charge du compte prorata (en fonction du constat d'huissier préalable aux travaux) et réalisée par le lot Gros oeuvre

0.2.9 RECEPTION DES TRAVAUX

La date d'achèvement des travaux prise en compte est celle mentionnée dans le contrat, les ordres de services ou bons de commande initiaux ou modificatifs.

Lorsque les travaux font l'objet d'une réception, le Maître d'oeuvre procédera aux opérations préalables à la réception dans un délai de vingt jours à compter de cette date d'achèvement des travaux ou à la date fixée contractuellement par le planning des travaux.

La présence de l'entrepreneur pour la constatation de l'exécution des prestations est obligatoire et fera l'objet d'une convocation du Maître d'oeuvre.

0.3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

0.3.1 PLANS D'EXECUTION, NOTES DE CALCULS, ETUDES DE DETAILS

Les entrepreneurs devront établir, durant la période de préparation s'il en existe une et en tout état de cause avant fabrication et/ou mise en œuvre, tous les plans de fabrication et de mise en œuvre, toutes notes de calculs et plans de détails leur incombant dans le cadre de l'exécution de leur marché et que le Maître d'œuvre ou son représentant jugeront utile à la bonne réalisation des ouvrages.

Ces plans, dessins et notes de calculs devront respecter les dispositions, principes et aspects des plans du Maître d'œuvre.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire clairement apparaître tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres et indications utiles.

De plus, l'entrepreneur devra s'assurer de la compatibilité de ses plans, détails et calepinage avec ceux des autres corps d'état.

Les travaux ne pourront être commencés avant approbation de ces plans, dessins de détails et notes de calculs par le Maître d'œuvre et le cas échéant, le bureau de contrôle, les entreprises des autres corps d'état concernées et la Maître d'Ouvrage.

Une adaptation des plans pourra être alors faite en fonction des exigences de chaque corps d'état. Les entreprises devront à ce moment là fournir une mise à jour des plans, calepinage et détails.

Toutefois ces approbations ne diminueront en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

0.3.2 COORDINATION ENTRE LES CORPS D'ETAT

Les travaux ont lieu en lots séparés, néanmoins la liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

A aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une absence de coordination ou d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements ou des plans de dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

0.3.3 PPSPS

Avant son intervention, l'entrepreneur prendra contact avec le coordonnateur SPS afin d'établir l'inspection commune et de remettre son PPSPS.

0.3.4 COORDINATEUR SSI

Le coordinateur SSI interviendra :

- En cours d'études en réalisant, en collaboration avec le Maître de l'Ouvrage, les Maîtres d'œuvres et le Contrôleur Technique, une analyse du dossier A.P.D, D.C.E, et PRO, et la conception des zones
- En phase "suivi de chantier" pour assurer la coordination entre les entreprises intervenant sur les SSI.

- Au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, en rédigeant le dossier d'Identité du SSI.
- A la "réception" de chaque phase de travaux pour les essais et leurs levées de réserves, pour l'établissement du P.V de réception et la mise à jour du Dossier d'Identité.

0.3.5 MATERIAUX, PRODUITS ET FOURNITURES

Les matériaux, produits et fournitures devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché seront toujours de première qualité suivant indications de provenance et devront répondre aux conditions et prescriptions, type ou marque définis dans le présent C.C.T.P. Ils ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

0.3.5.1 NATURE, PROVENANCE & QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS

0.3.5.1.1 Équivalence des matériaux

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini par le C.C.T.P. par une marque nommément désigné et la mention "équivalent, similaire ou analogue" l'Entrepreneur aura la faculté de faire agréer par le Maître d'œuvre un produit ou un matériau d'une autre marque sous réserve que ce produit ou ce matériau soit effectivement similaire et corresponde en tous points aux indications d'origine. En aucun cas l'Entrepreneur ne pourra substituer un produit ou matériau de son choix à ceux prévus au présent C.C.T.P. sans accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG) ou faisant l'objet de normes NF, EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits non traditionnels, non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF, EN ou ISO devront, selon le cas, soit faire l'objet de Avis Technique ou d'un Agrément Technique européen, soit être admis à la marque NF, soit faire l'objet d'un ATEx soit avoir reçu un Avis de chantier.

Si en cours de l'exécution du marché, certains matériaux ou articles indiqués dans le présent C.C.T.P. venaient à ne plus être commercialisés, l'entrepreneur devra proposer le produit s'y substituant, qui sera rémunéré au prix du produit initial prévu dans l'offre.

0.3.5.1.2 Qualité des matériaux et produits

Les matériaux, produits et composants mis en œuvre par l'entrepreneur devront répondre aux conditions et prescriptions de qualité demandés par le C.C.T.P. de chaque lot.

Ils seront certifiés ou comporteront une marque de qualité suivie et marquée de type NF, CTB, CE, QUALIF, CEKAL, ACERFEU etc.....

S'ils ne comportent pas de marque de qualité, l'entrepreneur devra apporter la preuve que le matériau, le produit ou le composant proposé est équivalent.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser un tel matériau, produit ou composant s'il juge que les justificatifs fournis par l'entrepreneur ne sont pas suffisants.

Par ailleurs, tous les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

0.3.5.1.3 Échantillons

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur devra présenter au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage pour acceptation, un échantillon des différents matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre en tenant compte du délai de validation de 1 mois.

0.3.5.1.4 Agréments, essais et analyses

L'entrepreneur sera tenu de produire, à toutes demandes du Maître d'œuvre ou du bureau de contrôle, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses, les agréments (Avis technique, ATEx, Agrément technique Européen ou avis de chantier) des matériaux, produits ou composants, établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ces documents, le Maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Les Avis Techniques devront avoir fait l'objet d'un avis favorable des assureurs.

Pour tous les matériaux, produits ou composants fabriqués, soumis à un avis technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux produits ou composants nommément désignés dans cet avis technique et devra toujours être à même d'en apporter la preuve.

0.3.5.1.5 Ouvrages en Bois (Matériaux renouvelables)

Tous les bois utilisés seront "éco certifiés" selon le référentiel PEFC ou FSC, garantissant que la totalité de ces bois sont issus de forêts gérées durablement.



Les bois proviendront en priorité d'exploitations les plus locales possibles (notamment dans un souci de réduction de la pollution liée aux transports).

L'usage de bois exotique sera évité. Toutefois, si l'entreprise justifie qu'il n'y pas d'autre solution, les bois exotiques devront provenir de forêts tropicales éco certifiées.

La durabilité naturelle ou conférée du bois (NF EN 350-2 et NF EN 351-1) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335)

En cas de traitement de finition du bois, utiliser un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE, bénéficiant de la certification CTB-P+ garantissant son faible impact sur la santé et l'environnement.

Classe	Méthode d'essai	
	NF EN 120 Teneur	NF ENV 717-1 Dégagement
E1	≤ 8 mg/100 g de panneau sec	≤ 0,124 mg/m³ air

Les panneaux à base de bois utilisés devront répondre au marquage E1 (faible émissivité en formaldéhyde) selon la norme NF EN 13986 définissant le contenu en formaldéhyde du panneau et testés en fabrication selon la norme NF EN 717-1 définissant l'émission en formaldéhyde du panneau ou aux classes d'émission les plus faibles :

- panneau de contreplaqué de classe A selon la NF EN 804
- panneaux de particules de classe 1 selon la norme NF EN 312
- panneaux de fibre de classe A selon NF EN 622-1

0.3.6 CONTRÔLE TECHNIQUE DES OUVRAGES EN COURS ET EN FIN DE TRAVAUX

0.3.6.1 CONTROLE DES OUVRAGES

Les contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages seront assurés, périodiquement et en cours de travaux, par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, éventuellement assisté de toutes personnes de leur choix.

Aussi l'Entrepreneur est-il tenu d'assister aux rendez-vous de chantier lorsqu'il a été dûment convoqué par le Maître d'œuvre.

En cas d'observation, l'entrepreneur est tenu de donner immédiatement et sans délai les ordres nécessaires pour répondre aux observations faites.

Par ailleurs, les prescriptions et obligations imposés par l'organisme de contrôle ne seront pas considérées comme une novation au marché.

L'entrepreneur se soumettra, sans pouvoir prétendre à une augmentation quelconque du prix convenu, à toutes les directives de l'organisme de contrôle spécifiant les dispositions à prendre pour livrer les ouvrages en état de réception et d'utilisation.

De plus, l'entrepreneur devra définir, dans son offre, son programme de contrôle interne précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

0.3.6.2 ESSAI - CONTROLE - EPREUVES DES OUVRAGES

Des essais peuvent être demandés par le Maître d'Œuvre, ils sont de trois types :

1) Essais, contrôles et épreuves des ouvrages traditionnels :

- Les essais stipulés dans les D.T.U., normes AFNOR, documents techniques auxquels il est fait référence dans le C.C.T.P. sont demandés par la maîtrise d'œuvre et à la charge de l'entreprise qui réalise l'ouvrage.
- Les entreprises devront obtenir les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC).
- La demande de ces attestations peut être initiée par le maître d'ouvrage, son assureur dommages ouvrage, la maîtrise d'œuvre, ou le bureau de contrôle. Les équipements concernés sont les installations électriques, les réseaux d'eau intérieurs aux bâtiments, les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments, les portiers électroniques, la VMC.

2) Essais, contrôles et épreuves sur ouvrages non traditionnels :

- Il pourra être demandé :
 - La fourniture des procès-verbaux d'essais significatifs,
 - La réalisation d'essais, contrôles, épreuves justifiant l'aptitude à l'emploi de l'ouvrage.
- Ces essais sont obligatoirement à la charge de l'entrepreneur.

3) Essais sur ouvrages douteux :

- Des essais pourront être demandés dans le cas où la tenue ou le non-fonctionnement de certains ouvrages serait douteux.
- Le processus de ces essais sera défini par le Maître d'Œuvre après accord du Maître de l'Ouvrage.
- Ils seront pris en charge par l'entreprise s'ils sont défavorables ou s'il s'avère que ces essais sont néanmoins justifiés du fait du non-respect de certaines dispositions contractuelles, et à la charge du Maître de l'Ouvrage dans le cas contraire.
- La réalisation des essais, contrôles et épreuves sont effectués en présence du Maître d'Œuvre, par l'entreprise si elle dispose des moyens suffisants et par un organisme spécialisé dans le cas contraire. En cas de difficulté, l'arbitrage d'un bureau de contrôle pourra être demandé.

0.3.7 IMPLANTATION ET TRAIT DE NIVEAU

0.3.7.1 IMPLANTATIONS INTERIEURES

Le tracé des cloisons et l'implantation des huisseries sont à la charge du lot Cloisons / Menuiseries intérieures. Les entrepreneurs sont solidairement responsables d'erreurs éventuelles. L'implantation des ouvrages des entreprises devra se faire en parfaite coordination.

0.3.8 VERIFICATION DES PLANS ET MALFAÇONS

Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur est tenu de vérifier les cotes des plans, coupes, etc. et de signaler au Maître d'œuvre toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans. Les plans de détails établis à plus grande échelle prévaudront sur les autres.

0.3.9 PROTECTION DES OUVRAGES, NETTOYAGES ET GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER

0.3.9.1 PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entrepreneur est responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements; à cette fin il doit en assurer la protection jusqu'à la réception.

A la demande du Maître d'œuvre les matériaux de protection mis en œuvre par l'entrepreneur (films, plastiques, cartonnages etc...) seront enlevés par l'entrepreneur et évacués à ses frais.

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection complémentaire de ces ouvrages.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, au bois apparents, aux appareils électriques, aux revêtements de sols ou de murs etc....ainsi qu'aux maçonneries adjacentes aux ouvrages qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences éventuelles.

Pour les ouvrages particulièrement soignés, destinés à rester apparents (notamment les revêtements de sols), l'entrepreneur en charge de ces ouvrages, devra mettre en place des protections efficaces afin de garantir les parties pouvant être exposées aux chocs durant les travaux.

0.3.9.2 NETTOYAGES

0.3.9.2.1 Nettoyage en cours de chantier

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra, toujours et immédiatement après exécution de ses travaux procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des locaux.

Compte tenu de la réalisation des travaux en site occupé, chaque entreprise devra réaliser un nettoyage journalier soigné au niveau de ses zones d'intervention.

Il aura à sa charge la sortie des gravois après nettoyage, en respectant les consignes de tri des déchets et ensuite l'enlèvement du chantier.

Une rotation des bennes sera prévue à la demande des entreprises (pas de bennes stockées sur site): chaque entreprise devra gérer ses propres déchets.

Il sera formellement interdit de jeter des gravois par les ouvertures de façades sauf à mettre en œuvre un dispositif spécial (goulotte). Ils seront sortis au seau ou en sacs.

En résumé le chantier devra toujours être tenu en parfait état de propreté et chaque

entrepreneur prendra toutes dispositions à cet effet.

Les entrepreneurs auront également à leur charge, l'enlèvement à la décharge publique des gravois mis en tas à l'extérieur du bâtiment. Seront également à la charge de l'entrepreneur, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier et des voiries.

En cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire appel à une tierce entreprise, les frais seront supportés par les entrepreneurs défaillants.

0.3.9.2.2 Nettoyage de mise en service

Les nettoyages de mise en service avant réception des travaux seront réalisés par l'entrepreneur du lot Peinture qui peut le sous-traiter à une entreprise spécialisée.

Ces nettoyages seront soumis aux conditions et prescriptions du Cahier des Prescriptions Techniques Général du CSTB - DTU n°59 - Titre II et font implicitement partie des prestations dus dans le cadre du présent marché.

Les produits employés (solvants, décapants, produits de nettoyage divers...), les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage....) devront être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des ouvrages nettoyés ou de leur état de surface notamment les vitrages.

Pour tous les revêtements non traditionnels il y aura lieu de se référer aux indications données par le fabricant.

Ce nettoyage de mise en service intéresse toutes les parties apparentes et notamment, sans que cela ne soit limitatif :

- les revêtements de sols avec un nettoyage adapté à leur nature et au degré de salissures.
- Les profilés des menuiseries aluminium et le nettoyage des vitres et glaces aux deux faces.
- Le nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et accessoires.
- Le nettoyage des appareillages électriques
- Le nettoyage des quincailleries
- L'enlèvement de toutes traces sur tous les équipements
- L'enlèvement des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes

0.3.9.2.3 Remise en état des lieux

Un constat d'huissier / état des lieux contradictoire sera réalisé avant le démarrage et la réception des travaux, à la charge du lot Chauffage / Ventilation / Plomberie.

Tous les ouvrages doivent, après achèvement des travaux de chaque corps d'état, être livrés en parfait état de propreté et de fonctionnement.

Les entrepreneurs sont tenu de procéder à la remise en état des dégradations, dans et hors de l'emprise du chantier, causées par l'intervention des différentes entreprises.

L'entrepreneur du lot Chauffage / Ventilation / Plomberie. doit le nettoyage complet de l'aire d'installation de chantier, le repliement de toutes les installations de chantier, l'évacuation complète de l'ensemble des gravois et déchets, et la remise en état parfaite des lieux avant la réception des ouvrages.

En cas de défaillance, si une entreprise spécialisée est requise, son intervention sera facturée directement ou retenue sur le règlement des situations.

0.3.9.3 DECHETS DE CHANTIERS

Dans le cadre de la nouvelle réglementation relative à l'élimination des déchets, il conviendra de procéder sur le chantier à un tri sélectif des déchets, afin de faciliter leur élimination dans les centres de stockage prévus par la réglementation et de ne pas amoindrir leur qualité de recyclage à la sortie du chantier.

0.3.9.4 NUISANCES SONORES

Toutes les dispositions devront être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation du personnel etc..) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles afin de ne pas exposer les travailleurs à des niveaux de bruit incompatibles avec leur santé et respecter les exigences du code du travail.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation en vigueur et notamment la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 y compris ses décrets et arrêtés d'application et la loi n° 2005-1319 du 26 octobre 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement.

De plus les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou à énergie électrique et munis des derniers perfectionnements techniques réduisant leur niveau sonore. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré. Le matériel roulant sera équipé de roues pneumatiques.

Les matériels de chantier seront conformes à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE qui réglemente les émissions sonores de la quasi-totalité des engins et matériels de chantier.

La limitation des nuisances causées aux riverains passe par une réduction des bruits générés aux alentours et ne devant pas excéder, ponctuellement, 85 dB(A)

0.3.9.5 POLLUTIONS EXTERNES

L'entrepreneur est responsable de la pollution du sol et de la pollution de l'air qu'il induit par ses activités.

En ce qui concerne les sols, le sous-sol et l'eau, l'entrepreneur veillera aux choix des matériaux et produits dont les risques sur l'environnement sont limités (huiles de décoffrage par ex.), à l'étiquetage réglementaires des cuves, des fûts, bidons et pots, à l'imperméabilisation des zones de stockage qui seront bâchées et implantées dans des zones planes afin de récupérer les eaux de ruissellement et la collecte des effluents ainsi qu'à la mise en place d'aire de lavage des véhicules et engins.

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles : arrosage des sols, nettoyage journalier des voiries et du chantier, interdiction stricte de brûlage.

0.3.10 TROUS, RESERVATIONS, PERCEMENTS, PASSAGES, SCHELLEMENTS, REBOUCHAGE ET RACCORDS

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations etc... nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages. Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux de façade, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines etc... devront être réservés à la fabrication par l'entrepreneur, les refouillements, percements et autres prestations du même type étant formellement interdits sauf prescriptions particulières du présent C.C.T.P.

En conséquence les entrepreneurs des corps d'état secondaires devront, en temps utile, prendre toutes dispositions afin de faire prévoir à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages, à partir des plans d'exécution.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc... seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état secondaires.

Une prévision minutieuse des réservations sera effectuée par l'entreprise. Dans le cadre de la démarche environnementale, on généralisera l'utilisation de réservations réutilisables (bois, métal, plastique), éviter les réservations en polystyrène. Cette disposition permet à la fois de limiter la pollution des sols, air, eau et d'éviter le bruit relatif à d'éventuelles reprises dans le cas où les réservations n'auraient pas été préalablement prévues.

Scellements

- ***Chaque Entrepreneur exécute ses propres scellements, quelle que soit la nature des matériaux, et ce sous son entière responsabilité, sauf indication contraire des C.C.T.P.***

- Lors de ceux-ci, tous les nus nécessaires pour l'exécution des raccords ou revêtements définitifs, doivent être réservés.
- Raccords définitifs de scellements: Ces raccords seront exécutés par l'Entrepreneur du lot concerné, sauf indication contraire des C.C.T.P.

Si un Entrepreneur est incapable de réaliser de bons raccords, la Maîtrise d'Oeuvre imposera leur réalisation par les titulaires des lots précités aux frais du lot concerné.

Calfeutrements

Intérieurs

- Tous les calfeutrements intérieurs sont exécutés par chaque entreprise concernée par les réservations.
- D'une manière générale, les calfeutrements dans les murs, cloisons sèches et plafonds suspendus lorsqu'ils existent, permettront d'obtenir une étanchéité parfaite.

•

Extérieurs

- Tous les calfeutrements nécessaires et joints d'étanchéité, sont dus par l'Entrepreneur qui réalise l'ouvrage de Second Oeuvre.

0.3.11 ECHAFAUDAGES, AGRÈS, MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

Les entrepreneurs sont tenus de prévoir dans leurs offres tous moyens de levage et de manutention, tous échafaudages, garanties et agrès nécessaires à la parfaite exécution de leurs ouvrages et ce que ce matériel soit propriété de l'entreprise, en location ou confié à une entreprise spécialisée.

0.3.12 RESPONSABILITES POUR VOLS, DEGRADATIONS

Il est ici formellement spécifié que chaque entrepreneur sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'à la réception pleine et entière des travaux, qu'il s'agisse de détournements, dégradations ou détériorations.

Les éventuels frais de gardiennage seront à la charge des entreprises.

Ils seront tenus de remettre en état ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui aurait été endommagés, quel que soit la nature du dégât et sauf leur recours éventuel contre tous tiers responsables, le Maître de l'ouvrage demeurant en toute hypothèse complètement étranger à toutes contestations ou répartition des dépenses. Ils devront également prendre toutes dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

0.3.14 RECEPTION DES SUPPORTS

Acceptation des axes d'implantation et des tracés

Les entreprises ayant à utiliser les axes d'implantation ou les tracés réalisés par les autres entreprises doivent s'assurer de leur exactitude.

Si des anomalies étaient constatées par une entreprise, celle-ci doit immédiatement en informer le maître d'oeuvre et les entreprises concernées.

Toute entreprise ayant failli aux obligations de vérification est considérée comme ayant accepté les repères et tracés mis à sa disposition. Elle est alors responsable de l'incidence des erreurs sur les ouvrages dont elle a la charge, et sur les travaux que d'autres entreprises pourraient réaliser en liaison avec les siens. Ladite entreprise aura alors à assumer tous les frais de reprise des ouvrages en cause.

Réception des supports

Avant commencement de ses travaux et dans tous les cas, chaque entrepreneur est tenu de procéder à la réception des supports qui lui seront livrés. Cette réception est effectuée par lui et l'entrepreneur du lot livrant les supports et fera l'objet d'un P.V de réception de la part de l'entreprise prenant possession des

supports. Cette réception concerne la qualité du support mais également la position, l'horizontalité et la verticalité.

Ce P.V sera remis par l'entreprise à la maîtrise d'œuvre.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels du marché, il appartiendra à l'entrepreneur de le signaler à la maîtrise d'oeuvre. Celle-ci décidera des mesures à prendre. Les suppléments nécessaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront à la charge exclusive de l'entreprise ayant réalisé le support. Au cas où un traitement supplémentaire du support serait impossible l'ouvrage sera démoli.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

0.3.15 PLANS DE RECOLLEMENT ET NOTICES TECHNIQUES

A la fin des travaux, lors des opérations de réception, chaque entrepreneur est tenu de fournir les dossiers techniques complets sur les ouvrages exécutés par lui en 2 exemplaires + 1 exemplaire par clés USB. Ces plans de recollement auront été mis à jour en tenant compte des évolutions éventuelles et seront représentatifs de tous les ouvrages du marché. tout sera remis en PDF et les plans en PDF + DWG
De même l'entrepreneur sera tenu de remettre toute notice technique liée aux équipements techniques.

De plus, pour les lots Plomberie, Chauffage, Électricité, il sera fourni les schémas d'installation avec indications des appareils et équipements (robinets, interrupteurs, etc.), les notices, en traduction française s'il y a lieu, de fonctionnement et d'entretien, la liste des appareils de type spécial et de certaines de leurs pièces, en vue de leur remplacement éventuel, indiquant la désignation exacte, le nom et l'adresse des fournisseurs.

L'établissement de ces plans et notices techniques est contenu dans les prix forfaitaires du marché initial. La réception ne pourra être prononcée sans la fourniture préalable de ces documents au Maître d'œuvre par l'entrepreneur.

Sur la base de son DOE, chaque entreprise devra fournir à la maîtrise d'œuvre les éléments nécessaires à l'élaboration du DIUO (Documents d'intervention ultérieure sur les ouvrages), et du DUEM (Document d'Utilisation et d'Exploitation Maintenance) qui devra :

- Lister les interventions à effectuer ainsi que leur périodicité,
- Mettre l'accent sur l'entretien particulier que nécessitent certains éléments ou appareillages concernant la sécurité incendie, offrir un cadre de clauses contractuelles applicables aux marchés d'entretien et d'exploitation du bâtiment.

Les DIUO devront être transmis en version papier et en version informatique.

0.4 LIMITES ENTRE LOTS

Toutes les fournitures et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages seront prévus, ce descriptif n'étant pas limitatif. Seront dus également tous les documents graphiques, notes de calculs et essais.

D'une manière générale, tous les travaux entraînés par une modification apportée par le titulaire du présent lot à la solution de base faisant l'objet de l'appel d'offres seront obligatoirement exécutés par les titulaires des lots spécialisés sous la responsabilité et à la charge du titulaire du présent lot.

L'entreprise aura à prévoir la totalité de ses travaux nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement de ses ouvrages à l'exception de certains travaux qui seront réalisés par les autres corps d'état.